

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2021

VILLE DE CHANGE



RAPPORT

PREAMBULE

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) constitue la première étape de la procédure budgétaire des collectivités. Il permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer les élus sur sa situation financière.

Il s'appuie sur un rapport qui doit préciser les orientations budgétaires pour l'année à venir, les engagements pluriannuels envisagés et les choix en matière de gestion de la dette.

Il doit se tenir dans les deux mois précédant le vote du budget primitif et est obligatoire dans les communes de plus de 3 500 habitants.

Ce rapport est prévu à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il comporte les informations suivantes :

- Les orientations budgétaires envisagées par la Commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement, comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget (concours financiers, fiscalité, tarification, subventions).
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière d'investissement.
- Des informations relatives à la structure et à la gestion de l'encours de la dette.
- Les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.

Ce rapport doit permettre un débat sur la politique budgétaire envisagée pour l'exercice à venir. Il donne la possibilité aux membres du conseil municipal de s'exprimer sur la stratégie financière de la collectivité.

Il n'est pas soumis à l'approbation du conseil, cependant une délibération pour information est nécessaire.

I - CONTEXTE

LE CONTEXTE ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL

L'année 2020 a été profondément marquée par la crise sanitaire du coronavirus d'une ampleur mondiale.

Outre une situation très critique des systèmes de soins de nombreux Etats, la pandémie a mis à l'arrêt de très nombreuses activités économiques, notamment en raison de l'interruption totale de l'activité dans certains secteurs, de la fermeture des frontières de la plupart des pays et de l'effondrement du trafic aérien international.

Le caractère exceptionnel de cette crise d'ordre sanitaire a entraîné des bouleversements plus radicaux sur le marché du travail que ceux qui s'étaient produits lors des précédents épisodes récessifs de 2000-2001 et de 2008-2009.

Les pays plus touristiques de la zone euro (Espagne, France, Italie) ont davantage souffert que ceux disposant de secteurs manufacturiers importants tel que l'Allemagne.

Au cours des derniers mois, la dégradation rapide de la situation sanitaire en Europe a conduit à durcir à nouveau les contraintes de déplacement jusqu'à aller à un reconfinement. A l'inverse, le contrôle de l'épidémie dans une partie de l'Asie, notamment en Chine, a permis la poursuite du redémarrage de ces économies.

La situation économique est donc étroitement dépendante de l'évolution de l'épidémie.

Début décembre, le nombre de décès dans le monde atteignait 1,5 million, et de nombreux pays étaient touchés par une seconde vague alors que d'autres n'étaient même pas encore sortis de la première.

Dans ce contexte morose, une lueur d'espoir est née grâce aux premiers résultats prometteurs des vaccins contre la Covid-19.

A noter que dans la zone euro, la pandémie a contribué à la baisse des prix et au risque de déflation en raison notamment :

- de la fermeture des entreprises,
- du surcroît d'épargne accumulé des ménages, puisqu'ils ont moins consommé pendant le confinement,
- de la baisse du prix du pétrole en rapport avec la diminution de la demande mondiale,
- de l'euro qui s'est apprécié par rapport à la plupart des devises étrangères et en particulier face au dollar,
- du ralentissement du marché du travail qui engendre une pression sur les salaires.

De nombreux économistes tablent sur une remontée très graduelle des prix dans le courant de l'année 2021. Celle-ci devrait toutefois rester en dessous de 1 % sur l'année 2021 et à peine atteindre ce chiffre l'année suivante. En conséquence, l'inflation resterait très contenue. La Banque Centrale Européenne (BCE) devrait donc continuer à mener dans les mois à venir une politique monétaire très accommodante qui pèserait sur les taux d'intérêt.

Selon l'Organisation de Coopération et Développement Economiques (OCDE), le redressement de l'économie mondiale devrait s'accélérer au cours des deux prochaines années. Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait retrouver fin 2021 son niveau de pré-pandémie avec une progression de 4,25 % en 2021 et de 3,75 % en 2022.

Dans l'hypothèse où des progrès plus rapides pourraient être réalisés dans la mise en œuvre et la distribution des vaccins, il serait envisageable de tabler sur une reprise plus forte et sur un redressement plus marqué de l'investissement et des dépenses de consommation.

CONTEXTE NATIONAL

L'économie française a été durement touchée par la crise du COVID-19 dès le premier semestre 2020. Le PIB a chuté de 13,7 % au second trimestre à la suite du confinement national instauré au printemps dernier. Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport. Grâce à l'assouplissement des restrictions, l'activité économique française a fortement rebondi à l'été tout en restant inférieure à son niveau d'avant crise.

L'accélération des contaminations au cours du mois d'octobre a conduit à un nouveau confinement national entraînant là aussi un recul de l'activité économique. Toutefois, compte tenu de la progressivité des mesures de restriction imposées depuis fin septembre (fermeture des bars, couvre-feux locaux, confinement national) et de l'allègement des restrictions en termes de déplacement et d'activité (maintien des écoles ouvertes), l'impact économique a été moins fort qu'au cours du premier confinement. La croissance française a chuté de - 10,3 % en 2020.

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est d'ores et déjà impressionnant. Au premier semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié. Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars le dispositif d'activité partielle, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à 31 milliards € (1,3 % de PIB) et à 6,6 milliards € pour 2021. Malgré cela, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11 % d'ici à la mi-2021.

Pour atténuer l'impact économique et social de la crise sanitaire, le gouvernement a accompagné le premier confinement d'un vaste ensemble de mesures d'urgence. Ces mesures ont été conçues pour soutenir les ménages (en préservant leur emploi et la majeure partie de leurs revenus grâce au chômage partiel), soutenir les entreprises (en renforçant leur trésorerie par le biais de facilités de crédit) et soutenir certains secteurs d'activité les plus durement touchés par l'épidémie (tels que le tourisme, l'automobile et l'aéronautique). Au-delà de ces mesures d'urgence, le plan de relance initié en septembre 2020 de 100 milliards € (soit 4,3 % du PIB) financé à hauteur de 40 milliards € par l'Europe ; vise à soutenir l'activité et minimiser les effets potentiels à long terme de la crise sanitaire.

Sous le double effet de la baisse de l'activité et d'interventions publiques massives en raison de la crise sanitaire, le déficit public devrait atteindre 11,3 % du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB.

Les finances publiques ont été fortement affectées par la crise économique et sanitaire liée à l'épidémie, à la fois sous l'effet de la dégradation de l'environnement macroéconomique et des mesures de soutien d'ampleur. L'année 2021 sera marquée par la mise en œuvre du plan de relance, qui a pour objectif le retour de la croissance économique et l'atténuation les

conséquences économiques et sociales de la crise. En 2021, le déficit public se réduirait pour atteindre 6,7 % du PIB, soit une amélioration de 3,5 points de PIB par rapport à 2020 (10,2 % du PIB).

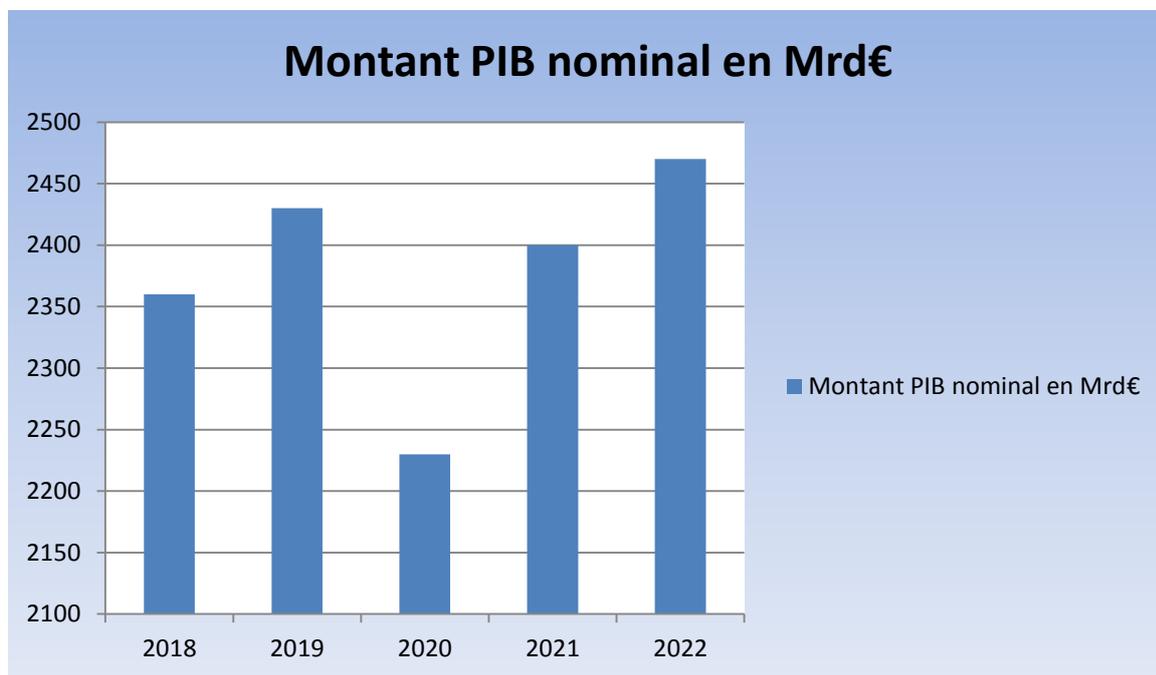


Figure 1 : Source KPMG

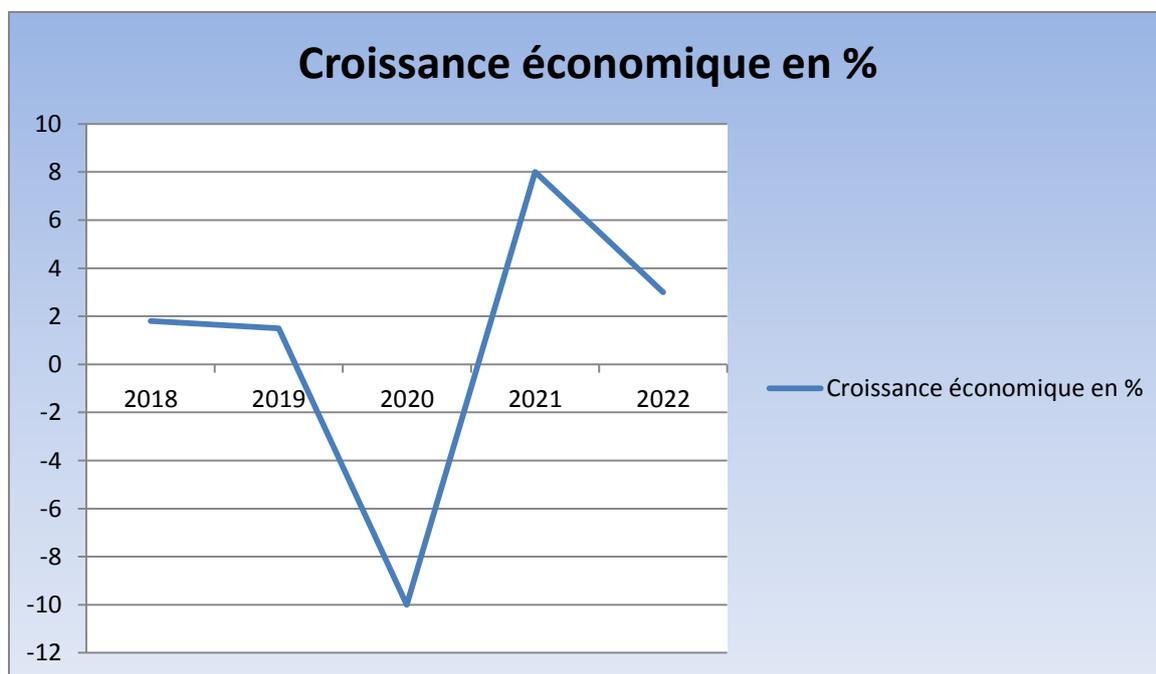


Figure 2 : Source KPMG

PLF 2021

La Loi de finances pour 2021 est largement consacrée à la relance de l'économie. Elle déploie le plan "France relance" de 100 milliards d'euros annoncé en septembre 2020, pour répondre à la récession provoquée par l'épidémie de COVID-19. Elle acte la baisse des impôts dits "de production" pour les entreprises à hauteur de 10 Md€. Elle contient également 20 milliards d'euros de dépenses d'urgence pour les secteurs les plus touchés par la crise (restauration, événementiel, loisirs, sport, soutien au secteur de la montagne ...) et au profit des jeunes.

A ces mesures s'ajoutera la poursuite de la suppression progressive de la taxe d'habitation sur les résidences principales et à celle de baisse du taux d'impôt sur les sociétés.

Pour 2021, le texte table sur une prévision de croissance de +6%, un déficit public à 8,5% du PIB (après 11,3% en 2020) et une dette publique à 122,4% du PIB (après 119,8% en 2020).

DOTATIONS DGF

La Dotation Globale de Fonctionnement sera stable en 2021 avec 18.3 milliards d'euros pour le bloc communal, et 8.5 milliards pour les départements, soit 26.8 milliards au total.

Les dotations d'investissement seront également stabilisées. Les dotations d'équipement des territoires ruraux (DETR) et de soutien à l'investissement local (DSIL) s'élèveront respectivement à 1.046 milliards et 570 millions d'euros.

Graphique

FCTVA

L'enveloppe prévisionnelle est en hausse de 37 M€ pour suivre l'accroissement de l'investissement local typique des fins de mandat.

Le projet de simplifier et d'informatiser le traitement du FCTVA, attendu depuis 2018 devrait être progressivement opérationnel à compter du 1er janvier 2021.

TAXE D'HABITATION

Depuis 2020, 80% des ménages ne payent plus de taxe d'habitation pour leur résidence principale.

Les 20 % des ménages encore redevables de cette taxe bénéficieront de deux baisses successives, l'une en 2021, l'autre en 2022. En 2023, plus aucun ménage ne paiera de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

Seule sera maintenue la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et les locaux meublés non affectés à l'habitation principale, ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants.

A compter de 2021, la perte du produit de la taxe d'habitation pour les communes est compensée par le transfert de la part départementale de la taxe sur le foncier bâti.

II – SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

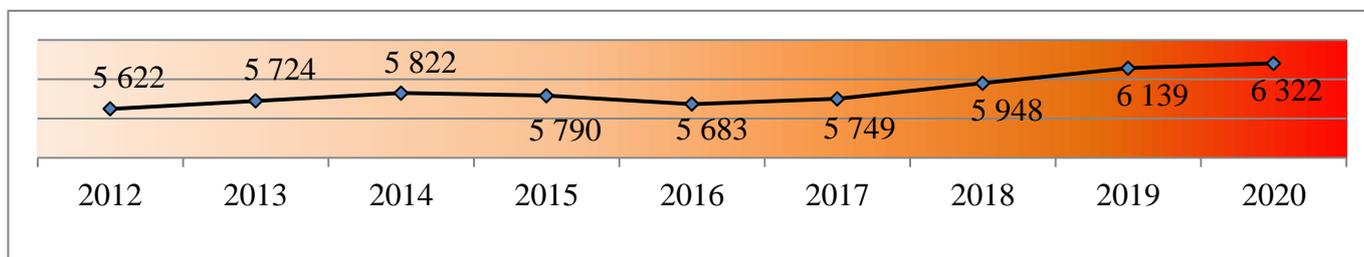
- Références fiscales locales

| Communes | Population (base INSEE 2019) | Taux taxe d'habitation (%) | | | Taux taxe foncière bâtie (%) | | | Taux taxe foncière non-bâtie (%) | | |
|---------------------|---------------------------------------|-------------------------------|-------|-------|---------------------------------|-------|-------|-------------------------------------|-------|-------|
| | | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Changé | 6139 | 11,95 | 11,95 | 11,95 | 18,4 | 18,4 | 18,4 | 32 | 32 | 32 |
| Bonchamp | 6087 | 16,03 | 16,92 | 16,92 | 21,97 | 23,18 | 23,18 | 39,47 | 41,65 | 41,65 |
| Laval | 49573 | 19,96 | 19,96 | 19,96 | 25,91 | 25,91 | 25,91 | 35,96 | 35,96 | 35,96 |
| L'Huisserie | 4275 | 14,78 | 14,78 | 14,78 | 25,34 | 25,34 | 25,34 | 39,08 | 39,08 | 39,08 |
| Louverné | 4386 | 13,94 | 14,22 | 14,22 | 20,16 | 20,56 | 20,56 | 37,69 | 38,44 | 38,44 |
| St-Berthevin | 7348 | 15 | 15 | 15 | 22,8 | 22,8 | 22,8 | 38,98 | 38,98 | 38,98 |

Pour 2020, pour la ville de Changé, les différents taux n'ont pas évolué :

- Taxe d'habitation : 11.95%
- Taxe foncière bâtie : 18.4%
- Taxe foncière non-bâtie : 32%

- Evolution de la population INSEE

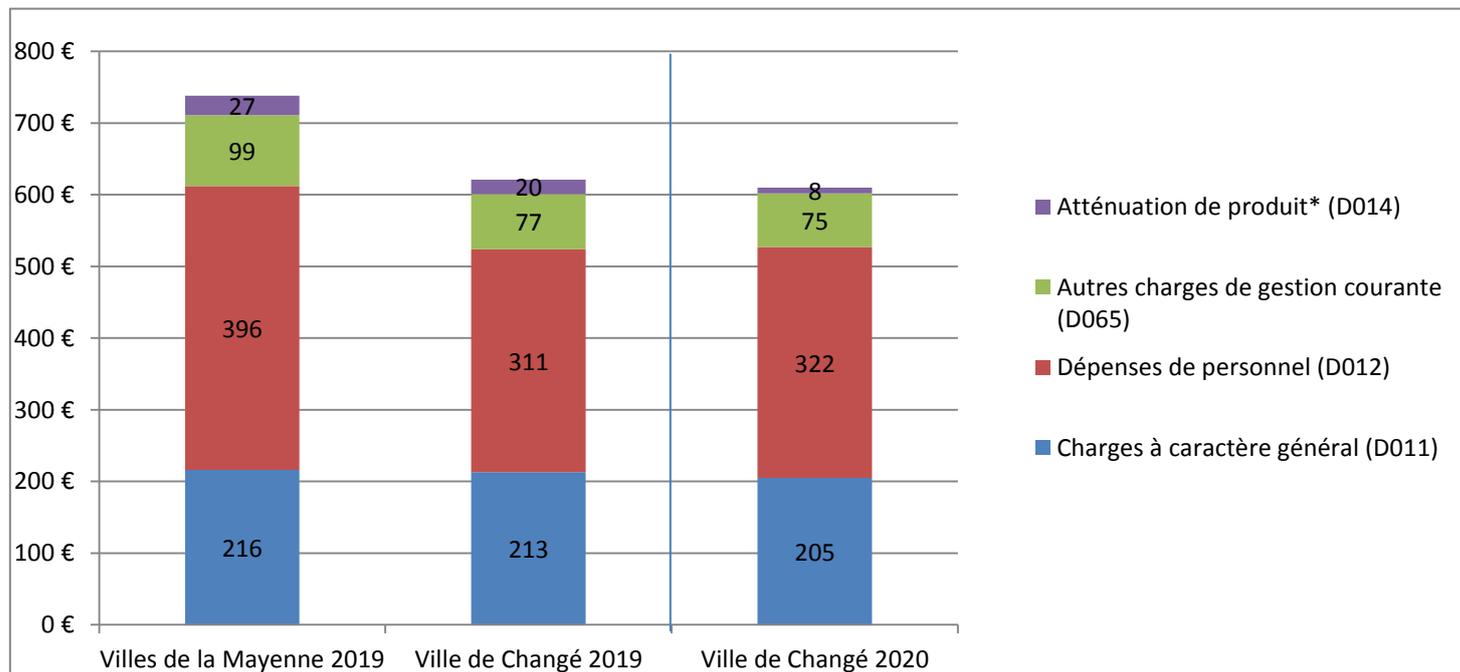


Pour 2021, en raison des évolutions ces dernières années sur la ville de Changé, on peut estimer une population prévisionnelle à 6350 habitants.

La ville de Changé est la commune mayennaise qui connaît la progression démographique la plus importante entre 2013 et 2018.

- Les comptes et ratios 2019/2020

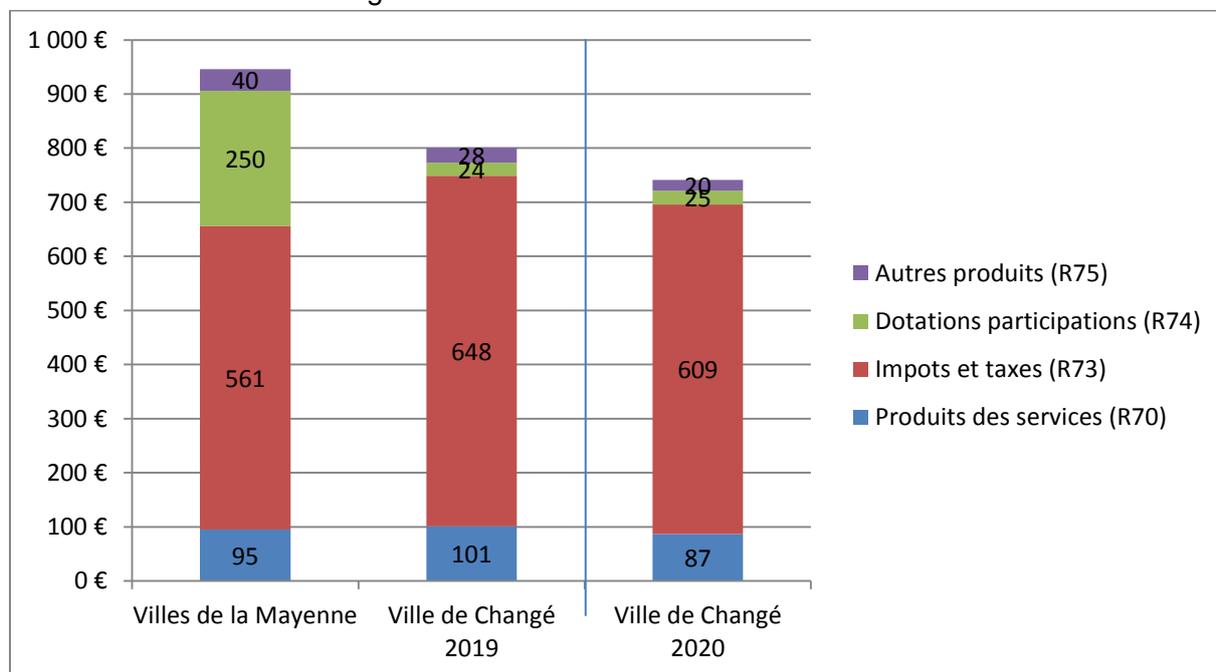
o Dépenses de gestion



3 - Source KPMG (x10 000)

*recette touchée par la commune qui doit être reversées à un autre organisme.

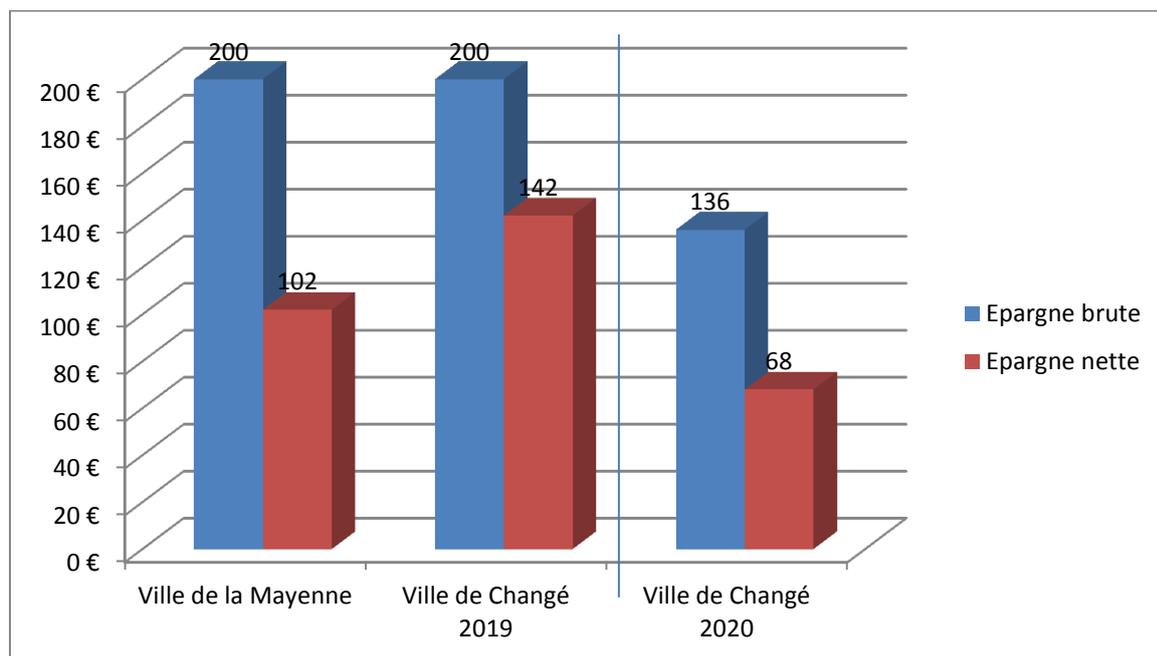
o Recettes de gestion



4 - Source KPMG (x10 000)

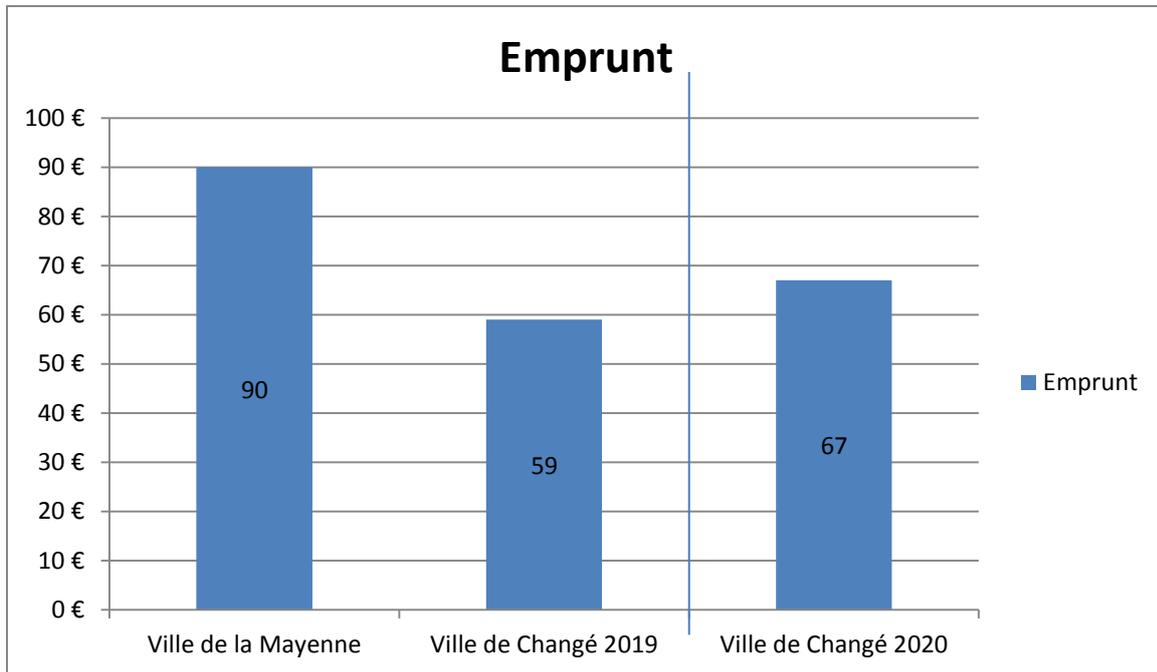
- Epargne brute et nette

1 - Source KPMG

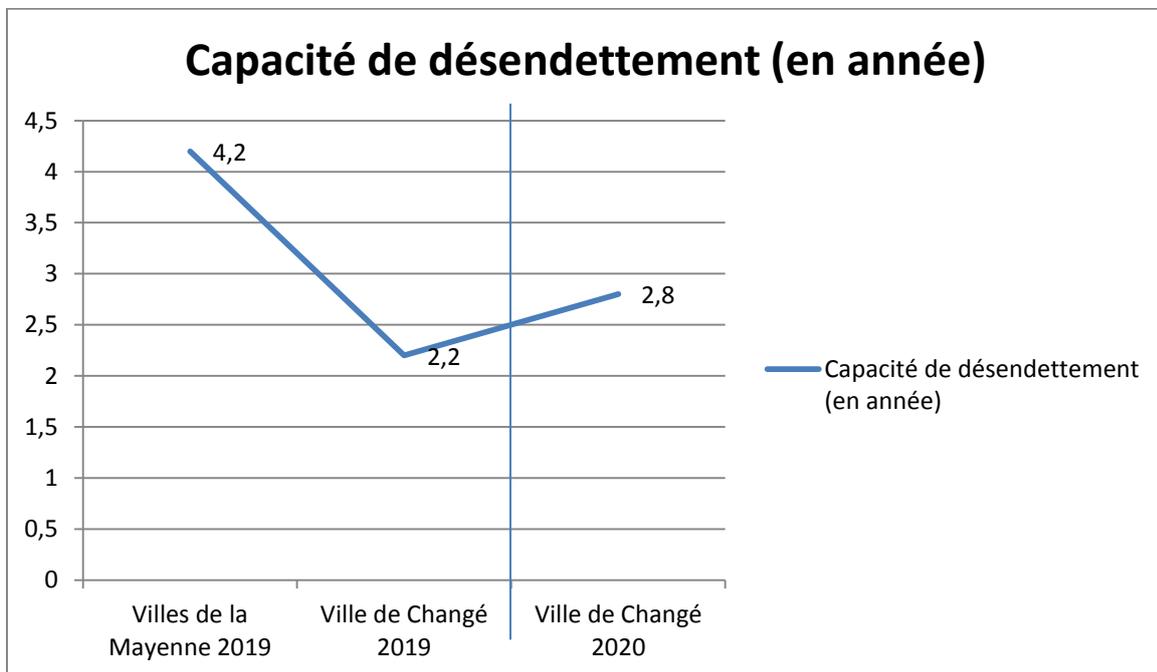


- Emprunt

2 - Source KPMG



- Capacité de désendettement



- Des ratios de fonctionnement maîtrisés (*source DGFIP 2019*)

Des charges de fonctionnement faibles au regard de l'importance des équipements et des services.

Dans le détail, quelques ratios significatifs :

- des charges de personnel toujours réduites :
 - o 502 €/habitant pour Changé (50,89 % / produits)
 - o 536 €/habitant pour la strate (56,57 % / produits)
- achats et charges externes* :
 - o 342 €/habitant pour Changé (34,65 % / produits)
 - o 257 €/habitant pour la strate (27,15 % / produits)

(* lié aux importantes prestations des tiers pour l'entretien et la maintenance du parc immobilier particulièrement important bâtiments/matériels)

Ces ratios intègrent les coûts de locations et gestion de biens mobiliers pour lesquels la commune a écarté la procédure d'acquisitions (tablettes, matériels informatiques, véhicules, engins de chantiers) qui ne figurent donc pas à l'actif.

- charges financières :
 - o 16 €/hab. pour Changé (1,66 % / produits)
 - o 24 €/hab. pour la strate (2,52 % / produits)

Des recettes de fonctionnement toujours très largement supérieures à la moyenne nationale

- Autres impôts et taxes :
 - o 171 €/habitant pour Changé
 - o 100 €/habitant pour la strate.

Valeur élevée en raison d'une fiscalité diversifiée : taxe déchets, taxe sur l'électricité, taxe additionnelle aux droits de mutations active, taxe locale sur les publicités et enseignes.

La dotation globale de fonctionnement demeure enfin très inférieure à la moyenne nationale puisqu'à CHANGÉ, celle-ci s'établissait en 2018 à 16 €/habitant pour 152 € au niveau national. Cet écart important s'explique historiquement par l'importance du potentiel fiscal de la commune de CHANGÉ et son faible effort fiscal.

- Les orientations budgétaires
 - o Les orientations générales en matière de dépenses

Globalement, les orientations visent à une maîtrise toujours soutenue des dépenses de fonctionnement afin de permettre à la commune de Changé de continuer à dégager les capacités d'investissement nécessaires.

Les dépenses de fonctionnement

Le projet de BP 2021 sera construit à partir d'hypothèses permettant de fixer l'évolution globale des dépenses de fonctionnement à un taux proche de + 1,2 % maximum par rapport au budget 2020 (inflation 2021 attendue de l'ordre de 0,6 %).

Les dépenses d'investissement

La capacité brute se situera à un niveau de l'ordre de 1 700 000 € (transfert de la section de fonctionnement vers la section d'investissement).

- Les orientations générales en matière de recettes

Pour financer l'ensemble des dépenses prévues et maintenir un niveau d'autofinancement acceptable, une revalorisation moyenne des tarifs municipaux a été fixée à hauteur, globalement, de + 1,5 % (voir délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2020), sauf ceux des tarifs scolaires et périscolaires dont la date d'application interviendra en septembre 2021 pour la rentrée scolaire, et une stabilité des taux d'imposition par rapport à 2021 est prévue.

L'épargne brute projetée, diminuée du remboursement du capital de la dette (capacité nette), augmentée du produit du FCTVA, de la Taxe d'Aménagement et des subventions d'investissement sera de l'ordre de 2 154 000 € pour dépenses d'équipement (subventions, acquisitions et travaux).

III – DETAILS SUR LES CHARGES ET PRODUITS COURANTS 2021 (FONCTIONNEMENT)

| | Prévu 2019 | Prévu 2020 | Réalisé 2020 | Prévu 2021 |
|--------------------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| Dépenses | 6 680 000 € | 6 860 000 € | 6 730 000 € | 6 248 000 € |
| 60 – Achats | 850 000 € | 860 000 € | 801 500 € | 870 000 € |
| 61/62 – Services extérieurs | 1 230 000 € | 1 240 000 € | 1 218 000 € | 1 250 000 € |
| 63 – Impôts et taxes | 90 000 € | 90 000 € | 32 600 € | 90 000 € |
| 64 – Charges de personnel | 3 040 000 € | 3 105 000 € | 3 140 300 € | 3 170 000 € |
| 65 – Charges de gestion | 770 000 € | 770 000 € | 752 000 € | 780 000 € |
| 16/66 – Remboursement annuités | 680 000 € | 760 000 € | 763 000 € | 674 000 € |
| 67 – Charges exceptionnelles | 20 000 € | 10 000 € | 22 600 € | 10 000 € |
| Recettes | 7 937 043 € | 8 035 000 € | 7 584 300 € | 7 948 000 € |
| 64 – Remboursement de charges | 50 000 € | 50 000 € | 125 300 € | 70 000 € |
| 70 – Produits de services | 945 000 € | 990 000 € | 886 000 € | 945 000 € |
| 73 – Impôts et taxes | 6 300 000 € | 6 360 000 € | 6 090 000 € | 6 300 000 € |
| 74 – Dotations et subventions | 270 000 € | 260 000 € | 250 000 € | 300 000 € |
| 75 – Produits de gestion | 340 000 € | 330 000 € | 200 000 € | 300 000 € |
| 77 – Produits exceptionnels | 32 043 € | 45 000 € | 33 000 € | 33 000 € |

Effets COVID 19 :

Maintien des charges salariales, gains sur les intérimaires mais nombreux agents à remplacer (congrés maternité)

Diminution du produit périscolaire : - **170 000€**

Diminution des produits des locations : - **50 000€**

Diminution du produit billetterie spectacles : - **10 000€**

Diminution du produit droits de mutations : - **70 000€**

Diminution du produit taxe d'aménagement : - **90 000€**

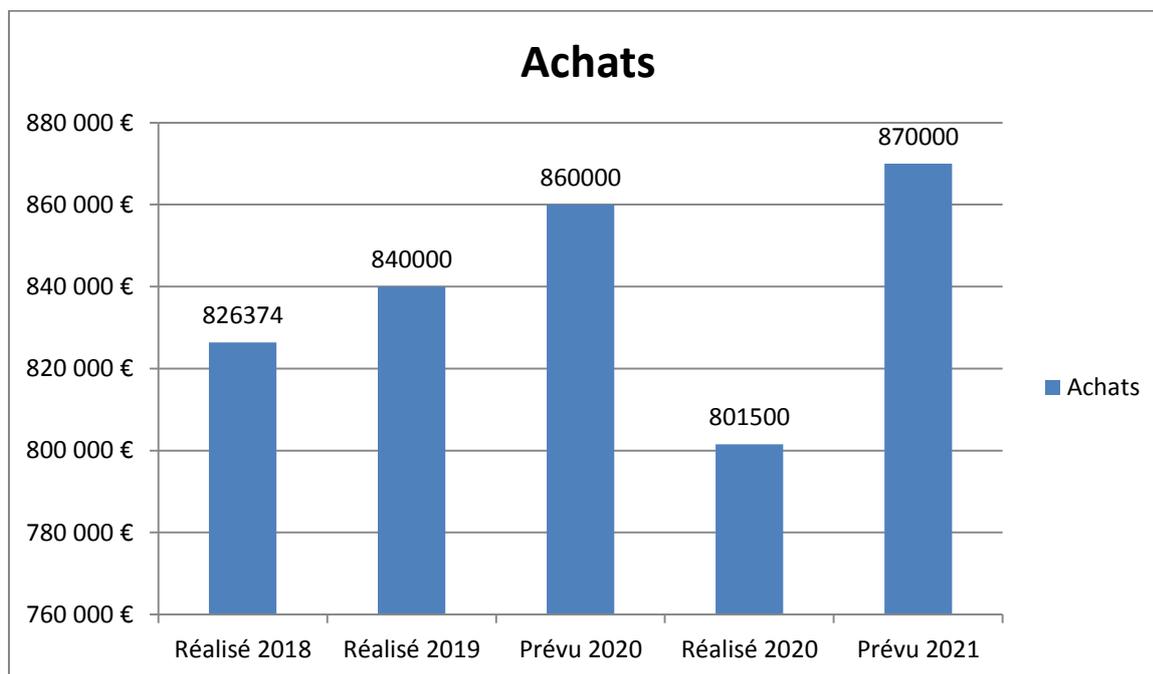
Charges supplémentaires EPI et divers équipements : - **20 000€**

Baisse du coût des fournitures et dépenses diverses manifestations : + **60 000€**

SOLDE = environ - 350 000€

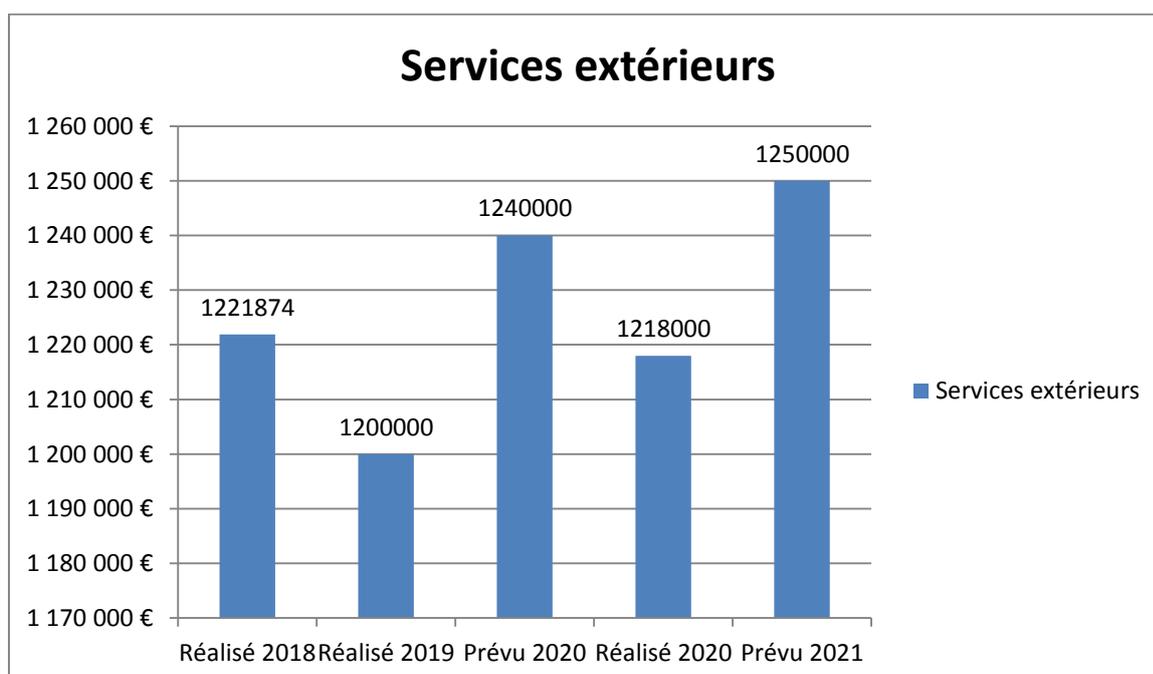
- Postes de dépenses

o Poste achats



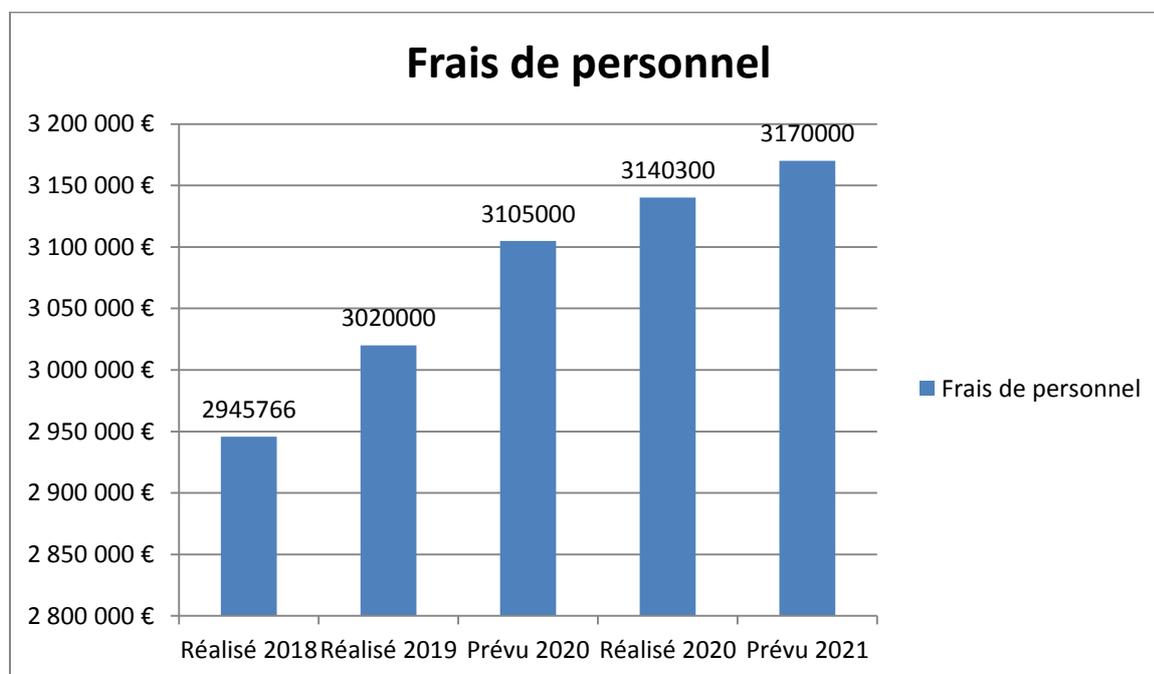
Figurent notamment à ce compte : les dépenses énergétiques, lesquelles pèsent de plus en plus lourd en valeurs unitaires (gaz, électricité), les consommables, les dépenses d'alimentation, les classes transplantées, les fournitures diverses.

o Services extérieurs



Ceux-ci seront donc fixés à une valeur de 1 250 000 € (pour 1 218 000 € en 2020). Ils comprennent notamment les programmes d'entretien courant, de voirie, bâtiments, réseaux divers, dont éclairage public, locations diverses, les fêtes et cérémonies, événementiels, et toutes les interventions extérieures honoraires, diagnostics, communication...
En raison de la COVID 19, moins de manifestations ont eu lieu en 2020.

- Frais de personnel



En 2020, la hausse de ces frais de personnel s'explique en partie par la COVID 19 : arrêts maladies, recrutement de contractuels pour respecter les protocoles.

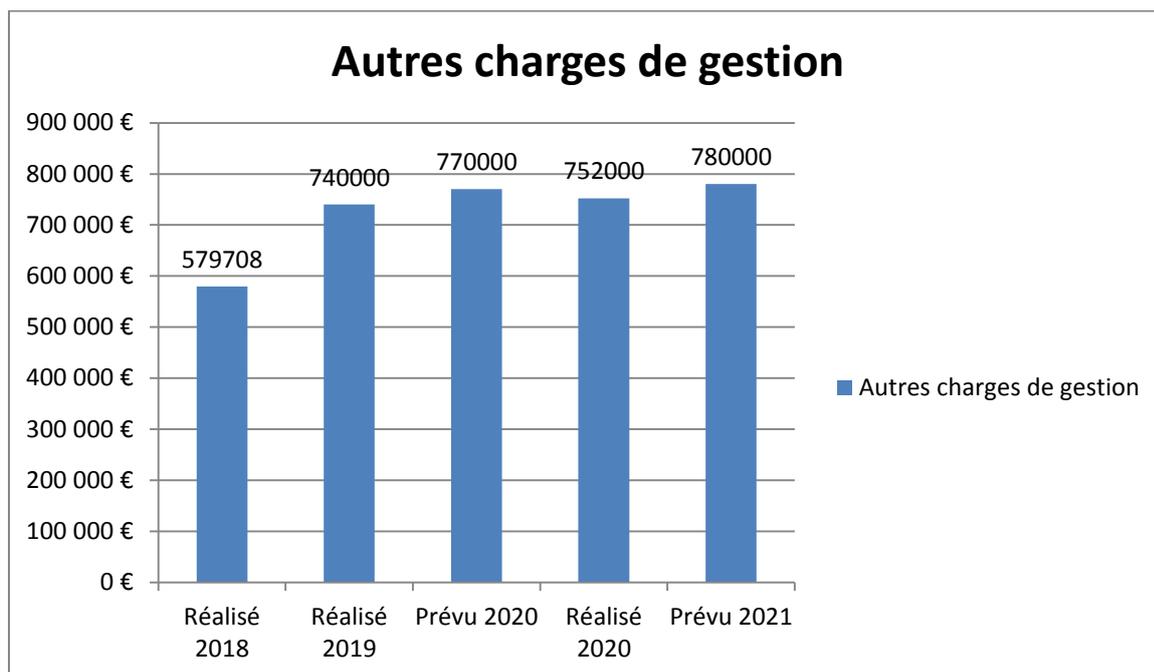
NOTA : à l'inverse on constate une hausse de recettes du remboursement des frais de personnel (arrêts maladies COVID + congés maternité).

En outre, on note comme chaque une hausse du SMIC.

En 2021, le recrutement d'un directeur général des services est en cours suite au départ en retraite de Jean-Christophe Desné.

De plus, un poste supplémentaire au service finances/comptabilité est envisagé.

- Autres charges de gestion

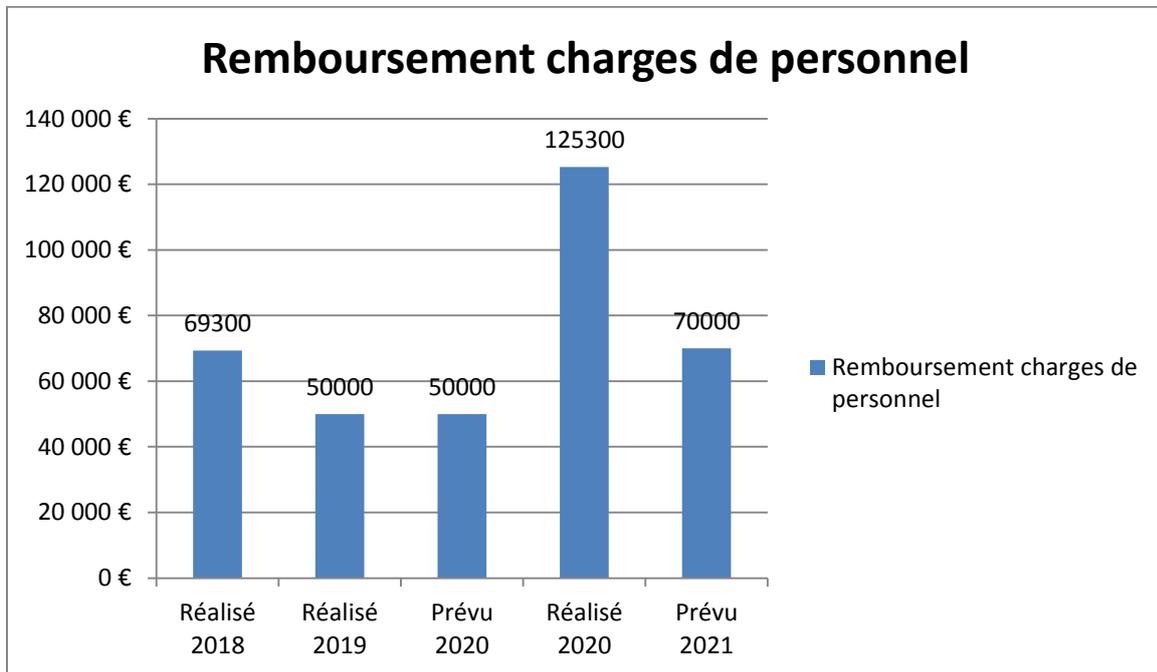


La commune consolide ainsi son engagement aux côtés des associations changéennes ainsi qu'auprès de sa population la plus démunie.

Ce chapitre comprend notamment les subventions versées aux associations, la gestion du CCAS, les indemnités des élus.

A noter, que la ville de Changé participe financièrement au fonctionnement de l'école privée Sainte-Marie (250 000 €).

- Poste des recettes
 - o Remboursement charge de personnel

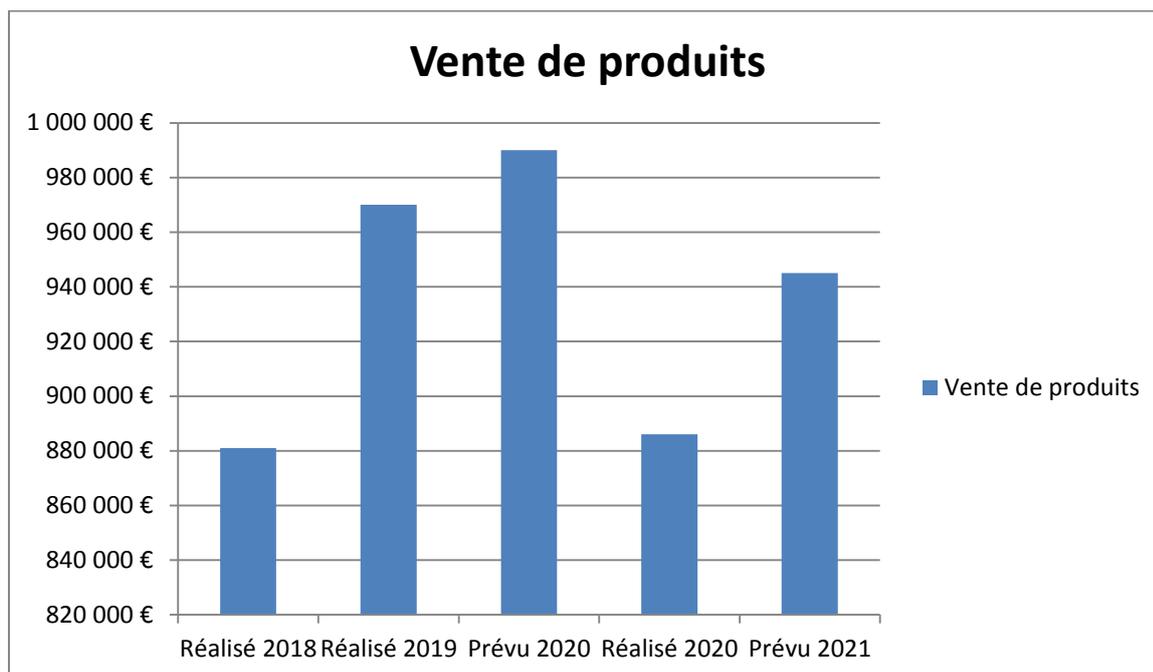


Ce chapitre comprend, outre les indemnités journalières accidents, maladie, maternité versées par les organismes pour les agents absents, les charges afférentes aux interventions du personnel à régler par les autres budgets (lotissements, CCAS).

En 2020, on dénombre un nombre exceptionnel de huit congés maternité. De plus, les arrêts maladies ont augmenté principalement en raison de la COVID 19.

Un retour à un montant moindre est donc prévu pour 2021.

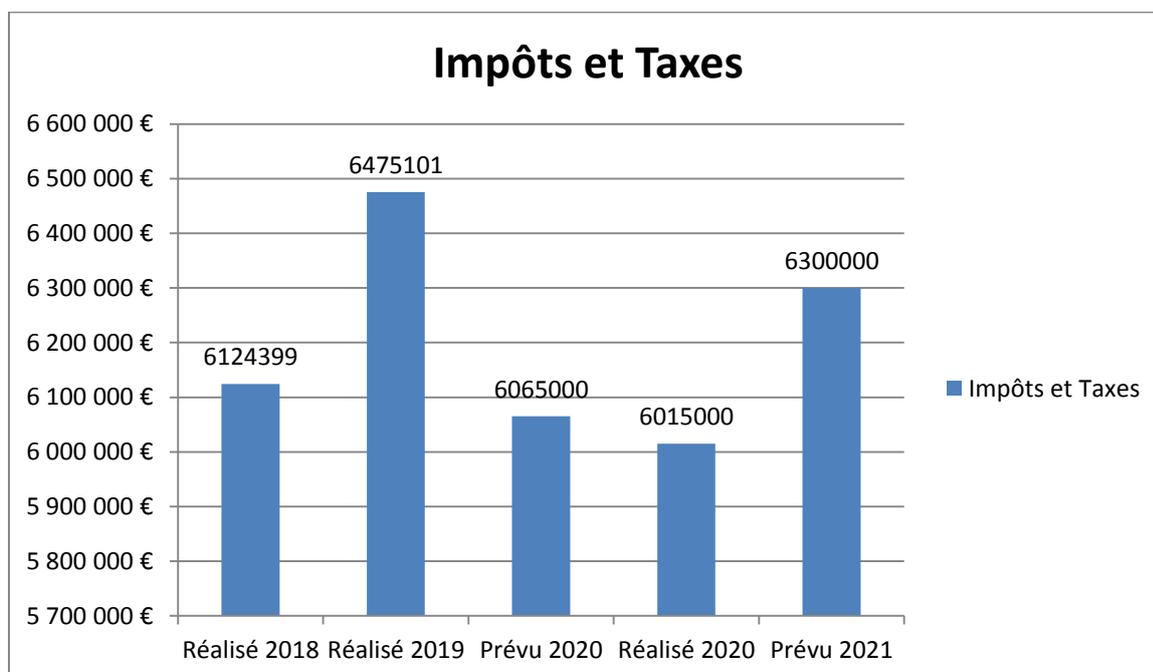
- Ventes de produits



Ce chapitre comprend l'ensemble des tarifs liés à l'enfance jeunesse et petite enfance, mais aussi les produits des locations de salle ainsi la billetterie des Ondines.

Avec une année 2021 toujours touchée par la COVID 19, on peut envisager un montant quasi semblable.

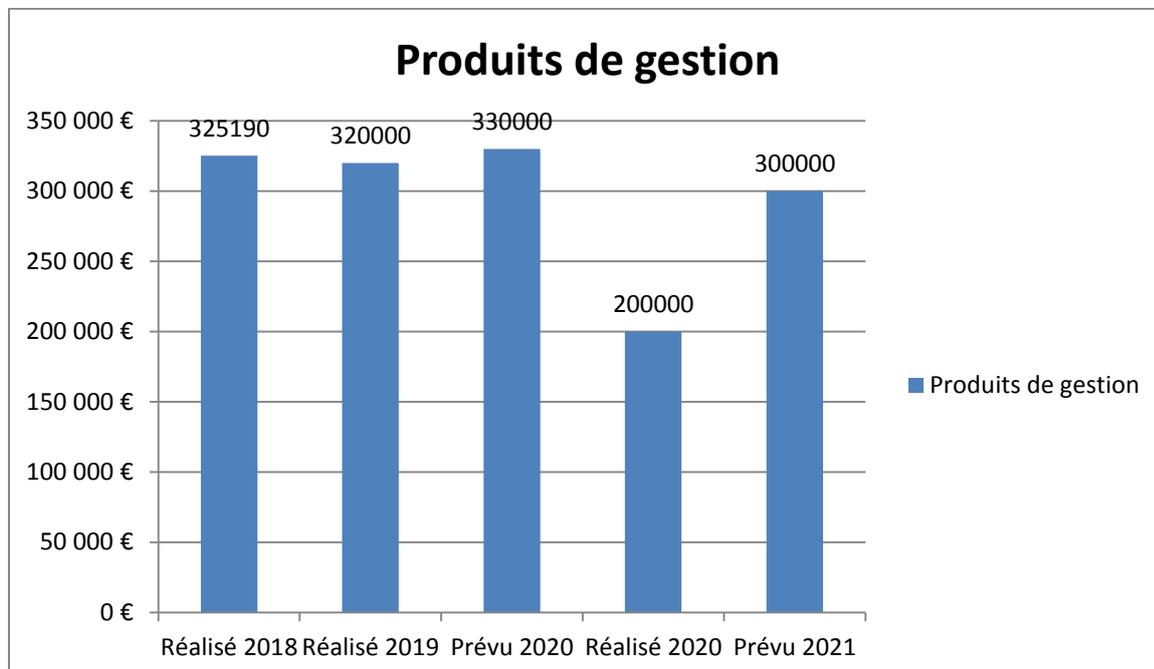
- Impôts et taxes



Le crédit au chapitre peut raisonnablement être légèrement augmenté en comparaison du prévu 2020.

Ce chapitre comprend pour l'essentiel les dotations communautaires qui sont en fait une fiscalité reversée, les contributions directes, la taxe sur les déchets, la taxe additionnelle aux droits de mutation, la taxe sur l'électricité.

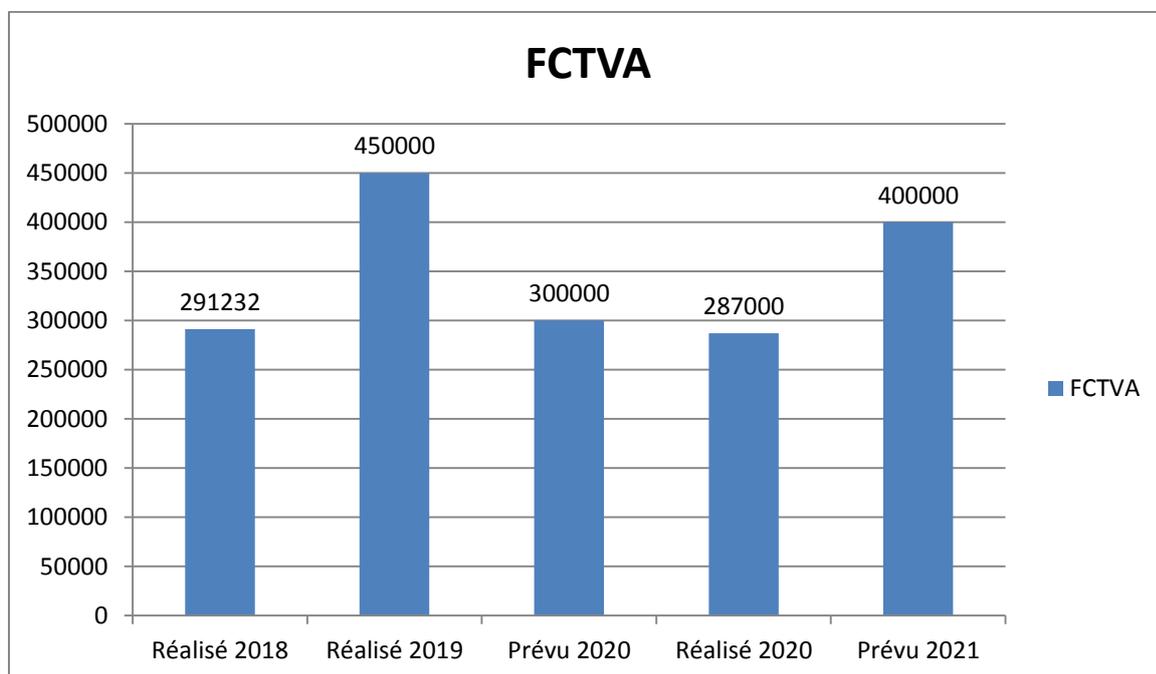
- Produits de gestion



Il s'agit du revenu des loyers des propriétés communales.

IV - RECETTES D'INVESTISSEMENT

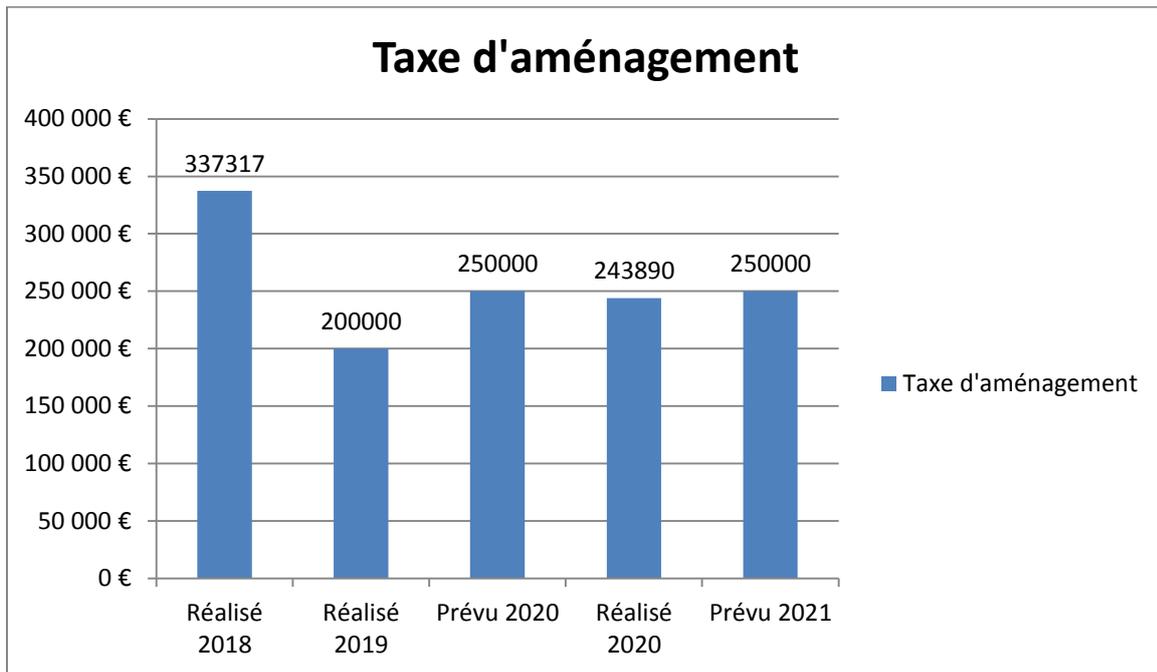
○ FCTVA



Le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) est un prélèvement sur les recettes de l'Etat qui constitue la principale aide de l'Etat aux collectivités territoriales en matière d'investissement.

C'est une dotation versée aux collectivités territoriales et à leurs groupements destinée à assurer une compensation, à un taux forfaitaire, de la charge de TVA qu'ils supportent sur leurs dépenses réelles d'investissement et qu'ils ne peuvent pas récupérer par la voie fiscale puisqu'ils ne sont pas considérés comme des assujettis pour les activités ou opérations qu'ils accomplissent en tant qu'autorités publiques.

- Taxe d'aménagement



La taxe d'aménagement est une taxe reversée par le bénéficiaire d'une autorisation de construire ou d'aménager.

La taxe est reversée aux collectivités territoriales pour les montants recouverts nets de frais de gestion.

- Conclusion et projet d'équilibre budgétaire 2021

| Conclusion et projet d'équilibre budgétaire 2021 : | | | | | |
|---|---------------------------------------|--|---------------------------------------|---------------------------|-----------------------|
| Tableau synthétique perspective équilibre 2021 | | | | | |
| Dépenses | | | Recettes | | |
| 60 | Achats | 870 000,00 € | 64 | Remboursements de charges | 70 000,00 € |
| 61/62 | Services extérieurs | 1 250 000,00 € | 70 | Produits des services | 945 000,00 € |
| 63 | Impôts et Taxes | 90 000,00 € | 73 | Impôts et Taxes | 6 300 000,00 € |
| 64 | Charges de personnel | 3 170 000,00 € | 74 | Dotations et Subventions | 300 000,00 € |
| 65 | Charges de gestion | 780 000,00 € | 75 | Produits de gestion | 300 000,00 € |
| 16/66 | Remboursements annuités | 596 000,00 € | 77 | Produits exceptionnels | 33 000,00 € |
| | | 78 000,00 € | | | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 10 000,00 € | FCTVA | | 400 000,00 € |
| 20/21/23 | Dépenses d'équipements | 3 000 000,00 € | TA | | 250 000,00 € |
| | | | Subventions | | 400 000,00 € |
| | Total fonctionnement | 6 248 000,00 € | Total recettes fonctionnement | | 7 948 000,00 € |
| | | Epargne brute = 7 948 000,00 € - 6 248 000,00 € = 1 700 000,00 € | | | |
| | Total dépenses investissements | 3 596 000,00 € | Total recettes investissements | | 1 050 000,00 € |
| | | | Total emprunt investissement | | 846 000,00 € |
| | Total général | 9 844 000,00 € | Total général | | 9 844 000,00 € |
| | Investissements | | | | |
| | Fonctionnement | | | | |
| | Epargne brute | | | | |
| | Emprunt à engager le cas échéant | | | | |

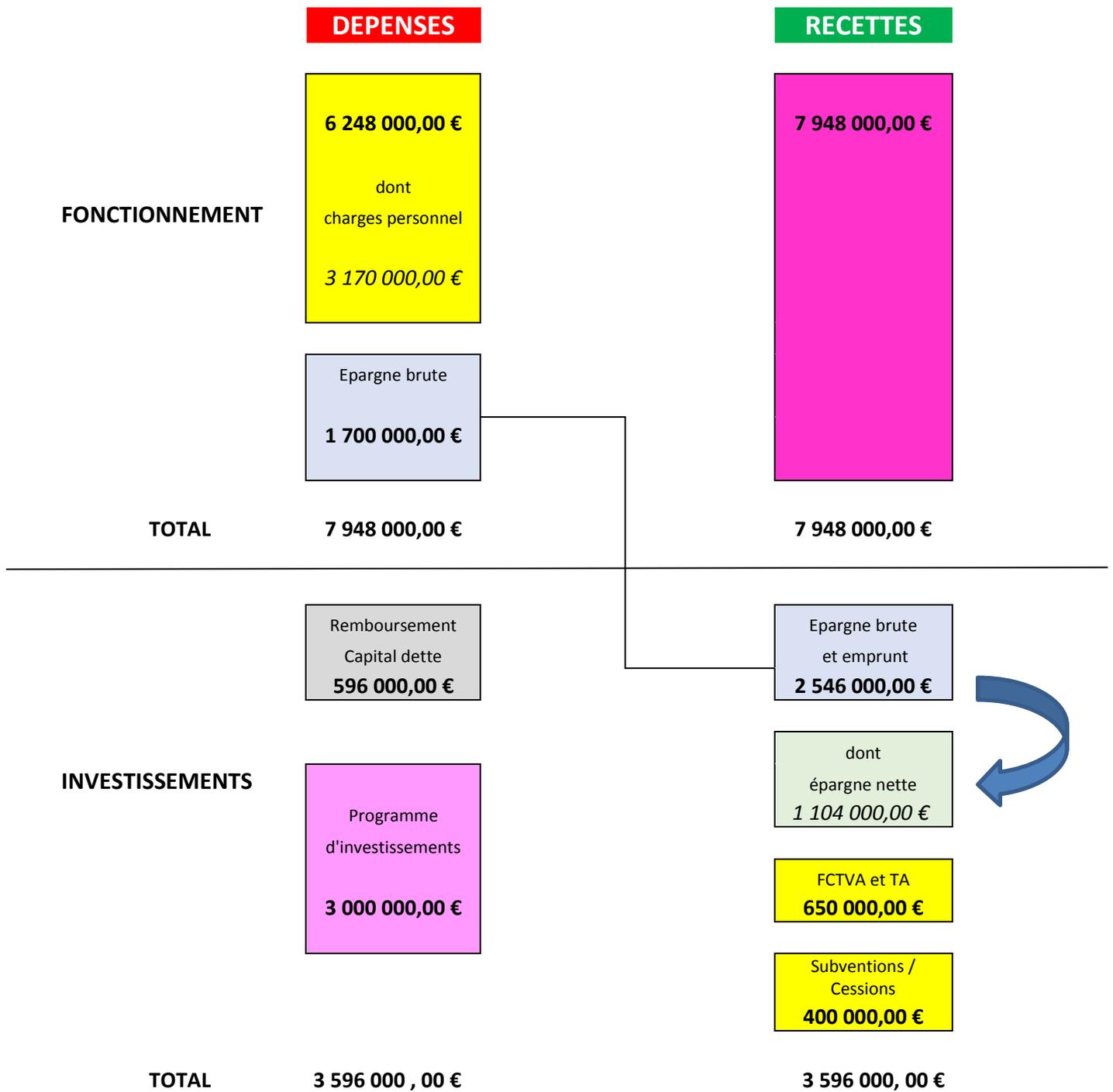


TABLEAU SYNTHETIQUE EQUILIBRE BUDGETAIRE

| Dépenses | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|-----------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 60 Achats | 836 352 € | 826 374 € | 840 000 € | 860 000 € | 870 000 € |
| 61/62 Services extérieurs | 1 257 740 € | 1 221 875 € | 1 200 000 € | 1 240 000 € | 1 250 000 € |
| 63 Impôts et taxes | 92 783 € | 81 677 € | 90 000 € | 90 000 € | 90 000 € |
| 64 Charges de personnel | 3 005 521 € | 2 945 766 € | 3 020 000 € | 3 105 000 € | 3 170 000 € |
| 65 Charges de gestion | 611 635 € | 579 708 € | 740 000 € | 770 000 € | 780 000 € |
| 16/66 C | 692 892 € | 577 762 € | 590 000 € | 675 000 € | 596 000 € |
| Rembt annuités | 121 149 € | 96 277 € | 100 000 € | 85 000 € | 78 000 € |
| 67 Charges exceptionnelles | 816 192 € | 204 732 € | 10 000 € | 10 000 € | 10 000 € |
| 20/21/23 Dépenses d'équipement | 1 738 828 € | 2 055 380 € | 2 290 000 € | 2 150 000 € | 3 000 000 € |
| Total fonctionnement A | 6 741 372 € | 5 956 409 € | 6 000 000 € | 6 160 000 € | 6 248 000 € |
| Total investissement | 2 431 720 € | 2 633 142 € | 2 880 000 € | 2 825 000 € | 3 596 000 € |
| Total général | 9 173 092 € | 8 589 551 € | 8 880 000 € | 8 985 000 € | 9 844 000 € |

| Recettes | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 64 Rembt de charges | 83 644 € | 69 300 € | 50 000 € | 50 000 € | 70 000 € |
| 70 Produits des services | 921 686 € | 881 054 € | 970 000 € | 990 000 € | 945 000 € |
| 73 Impôts et taxes | 6 926 167 € | 6 124 399 € | 6 320 000 € | 6 360 000 € | 6 300 000 € |
| 74 Dotations/subventions | 355 523 € | 308 249 € | 260 000 € | 260 000 € | 300 000 € |
| 75 Produits de gestion | 202 839 € | 325 190 € | 320 000 € | 330 000 € | 300 000 € |
| 77 Produits exceptionnels | 176 751 € | 16 915 € | 50 000 € | 45 000 € | 33 000 € |
| FCTVA | 154 830 € | 291 232 € | 450 000 € | 300 000 € | 400 000 € |
| TA | 294 206 € | 397 317 € | 250 000 € | 250 000 € | 250 000 € |
| Subvention | 57 446 € | 175 895 € | 210 000 € | 400 000 € | 400 000 € |
| Total fonctionnement B | 8 666 610 € | 7 725 107 € | 7 970 000 € | 8 035 000 € | 7 948 000 € |
| Épargne brute (B - A) | 1 925 238 € | 1 768 698 € | 1 970 000 € | 1 875 000 € | 1 700 000 € |
| Épargne nette (B - A - C) | 1 232 346 € | 1 190 936 € | 1 380 000 € | 1 200 000 € | 1 104 000 € |
| Total investissement | 506 482 € | 864 444 € | 910 000 € | 950 000 € | 1 050 000 € |
| Total emprunt investissement | | | | | 846 000 € |
| Total général | 9 173 092 € | 8 589 551 € | 8 880 000 € | 8 985 000 € | 9 844 000 € |

V – ETAT DE L'ENDETTEMENT PAR EXERCICE

| |
|--|
| Etat de l'endettement par exercice CNE CHANGE |
|--|

Date 03/02/2021

Page 1

Nature **Emprunt**

| Année | Annuité | | | | Capital |
|-------|------------|------------|-----------|-------|------------------|
| | Total | Capital | Intérêts | Frais | Restant au 31/12 |
| 2020 | 766 510,11 | 674 367,23 | 92 142,88 | 0,00 | 4 657 033,11 |
| 2021 | 675 613,49 | 596 532,01 | 79 081,48 | 0,00 | 4 060 501,10 |
| 2022 | 675 010,84 | 606 949,69 | 68 061,15 | 0,00 | 3 453 551,41 |
| 2023 | 675 010,83 | 618 975,72 | 56 035,11 | 0,00 | 2 834 575,69 |
| 2024 | 674 251,84 | 630 562,97 | 43 688,87 | 0,00 | 2 204 012,72 |
| 2025 | 674 021,59 | 642 941,53 | 31 080,06 | 0,00 | 1 561 071,19 |
| 2026 | 409 443,44 | 389 493,26 | 19 950,18 | 0,00 | 1 171 577,93 |
| 2027 | 340 968,62 | 326 581,83 | 14 386,79 | 0,00 | 844 996,10 |
| 2028 | 340 968,62 | 330 729,54 | 10 239,08 | 0,00 | 514 266,56 |
| 2029 | 340 968,62 | 334 935,05 | 6 033,57 | 0,00 | 179 331,51 |
| 2030 | 156 497,31 | 154 728,06 | 1 769,25 | 0,00 | 24 603,45 |

VI – LE PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

| Objectifs | Désignation du projet | Budget | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|---|----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 2 Environnement et Urbanisme | Environnement et Urbanisme | 14 895 000,00 | 1 935 000,00 | 2 512 500,00 | 3 560 000,00 | 2 517 500,00 | 2 795 000,00 | 1 565 000,00 |
| Préserver le cadre de vie en économisant l'énergie | Eclairage public (DIVERS) | 420 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 70 000,00 |
| | Economies d'énergie des bâtiments communaux | 300 000,00 | 100 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 |
| | Economies d'énergie de la MAIRIE | 200 000,00 | 50 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| Requalifier les quartiers | BERTHE MARCOU | 1 450 000,00 | | 362 500,00 | 725 000,00 | 362 500,00 | | |
| | ABORDS LA MARELLE - CONSTANTIN MATEI | 480 000,00 | 480 000,00 | | | | | |
| | TRONCON ENTRE MARELLE ET BMX - CONSTANTIN MATEI | 380 000,00 | | | 380 000,00 | | | |
| | CHATAIGNERAIE | 1 100 000,00 | | | | 700 000,00 | 400 000,00 | |
| | DESTRIERS (LA GASNERIE) | 780 000,00 | | | | | 780 000,00 | |
| | LA CROIX D'ARDENNES | 780 000,00 | | | | | | 780 000,00 |
| | FENAISSON | 360 000,00 | | | | | 360 000,00 | |
| | Requalification du quartier des Sablons | 2 000 000,00 | 100 000,00 | 700 000,00 | 1 200 000,00 | | | |
| | Square Ichenhausen - ex aire camping - parking plan d'eau | 150 000,00 | 150 000,00 | | | | | |
| > Promouvoir la mobilité durable | Liaisons douces, | 60 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | Travaux d'accessibilité (ADAPT) : mise en conformité l'adaptabilité des différents E.R.P. (Etablissement Receveur de Public) | 200 000,00 | 30 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | 20 000,00 | |
| | Primes achat, promouvoir le pédibus, forces de propositions vers CD53 et Agglo | 30 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | Matériels : Liaisons douces, abris vélos, branchement vélos électriques, | 30 000,00 | 20 000,00 | | | | 5 000,00 | 5 000,00 |
| > Maîtriser les mutations en cours (PLUi, tranche 3 du centre-ville, rénovation des quartiers...) | Travaux intérieurs "G.S.C.V" | 1 000 000,00 | | 275 000,00 | 450 000,00 | 275 000,00 | | |
| | Réflexion urbanistique globale et des conséquences de cette urbanisation (circulation, commerces, équipements, vie sociale,...) | 25 000,00 | 25 000,00 | | | | | |
| | Tranche 3 du Centre Ville | 500 000,00 | | | | 250 000,00 | 250 000,00 | |
| | Village intergénérationnel / secteur des Sablons | 300 000,00 | | | | 100 000,00 | 200 000,00 | |
| > Conserver et mettre en valeur le patrimoine | Salle des ONDINES : | 100 000,00 | 100 000,00 | | | | | |
| | Réfection de la terrasse des Ondines et de ses abords | | | | | | | |
| | Salle des ONDINES : | 50 000,00 | 30 000,00 | 20 000,00 | | | | |
| | Réflexion et étude sur la salle des Ondines | | | | | | | |
| | Mairie : Mise en lumière des bâtiments - T.E.M.53 (Territoire Energie Mayenne 53) | 100 000,00 | 50 000,00 | 50 000,00 | | | | |
| > Poursuivre le développement durable du territoire (Agenda 2030) | Poursuivre le développement durable du territoire (Agenda 2030) | 60 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| > Valoriser et préserver la biodiversité | Poursuite de l'aménagement du parc environnemental | 180 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| > Construire une ville sûre pour vivre en harmonie et en sécurité | Travaux tranche 2 du CV - entrée de la ville - Porterie | 400 000,00 | 100 000,00 | 300 000,00 | | | | |
| | Travaux tranche 2 du CV - rue de Bretagne | 500 000,00 | | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |

| | | | | | | | | |
|--|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | Travaux bâtiments divers | 480 000,00 | 80 000,00 | 80 000,00 | 80 000,00 | 80 000,00 | 80 000,00 | 80 000,00 |
| | Travaux voiries divers | 1 320 000,00 | 220 000,00 | 220 000,00 | 220 000,00 | 220 000,00 | 220 000,00 | 220 000,00 |
| | Matériels voiries panneaux de signalisation | 30 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| > Acquéirir des biens immobiliers | Acquisition de biens immobiliers dont centre ville - Budget urbanisation - Maisons | 750 000,00 | 125 000,00 | 125 000,00 | 125 000,00 | 125 000,00 | 125 000,00 | 125 000,00 |
| > Acquéirir des matériels | Matériels divers pour la propreté urbaine/entretien | 30 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | Toilettes publiques (1 Rive Droite et 1 Rive Gauche) | 100 000,00 | 100 000,00 | | | | | |
| | Flotte de véhicules municipaux, mobilité des agents | 120 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 20 000,00 |
| | Matériels espaces Verts (Gros matériel) | 90 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| | Mobiliers généraux (Bureaux, tables, Chaises, ...) | 30 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 3 | vie associative sportive, culturelle & animation locale | 1 920 000,00 | 715 000,00 | 725 000,00 | 225 000,00 | 105 000,00 | 125 000,00 | 25 000,00 |
| > Asseoir l'attractivité sportive de la ville (soutien aux mouvements sportifs locaux, réorganisation des terrains de foot, city-park...) | Asseoir l'attractivité sportive de la ville (soutien aux mouvements sportifs locaux, réorganisation des terrains de foot, city-park...) | 100 000,00 | 100 000,00 | | | | | |
| | Réfection du terrain synthétique | 350 000,00 | 350 000,00 | | | | | |
| | Construction du club house du stade Dalibard | 450 000,00 | 100 000,00 | 350 000,00 | | | | |
| | Réfection de la piste d'athlétisme du stade Dalibard | 100 000,00 | 100 000,00 | | | | | |
| > Fusion des sites Internet (mairie et culturelle) et amélioration de la billetterie notamment dématérialisée. | Fusion des sites Internet (mairie et culturelle) | 40 000,00 | | | | 40 000,00 | | |
| | Amélioration de la billetterie notamment dématérialisée. | 40 000,00 | 40 000,00 | | | | | |
| > Ondines - Matériel (Scéniques,...) | Les Ondines - Matériel (Scéniques,...) | 150 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 | 25 000,00 |
| 4 | Enfance, jeunesse et solidarités | 750 000,00 | 75 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 315 000,00 | 315 000,00 | 15 000,00 |
| > Mener des actions éducatives concrètes en direction de la petite enfance, des enfants et des jeunes | Création d'une structure de jeux inclusive petite enfance l'aire de jeux des Ondines | 30 000,00 | 30 000,00 | | | | | |
| | développer au Plan d'Eau du Port sur ce type de structures. | 15 000,00 | 15 000,00 | | | | | |
| > Garantir une restauration collective innovante, locale et de qualité | Renouvellement Matériel restaurant Scolaire | 90 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| | Diagnostic, définition d'un programme d'actions. | 15 000,00 | 15 000,00 | | | | | |
| 5 | Communication, digital, Démocratie locale | 530 000,00 | 275 000,00 | 135 000,00 | 55 000,00 | 5 000,00 | 55 000,00 | 5 000,00 |
| > Associer le citoyen à la vie démocratique (conseil des sages, conseil municipal de jeunes, budget participatif, droit de saisine du conseil) | Partenariat extérieur spécialisé Démarche de Projet. | 150 000,00 | 50 000,00 | | 50 000,00 | | 50 000,00 | |
| > Renforcer les temps d'échanges entre les élus et les habitants | Numérique, digital, panneaux | 250 000,00 | 150 000,00 | 100 000,00 | | | | |
| > Développement des outils numériques | Parc informatique écoles + Mairie + Médiathèque | 60 000,00 | 5 000,00 | 35 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| > Protection et sécurité | Vidéo protection | 70 000,00 | 70 000,00 | | | | | |
| BUDGET PLURIANNUEL - INVESTISSEMENTS 2021 - 2026 suite Séminaire | | 18 085 000,00 € | 3 000 000,00 | 3 387 500,00 | 3 855 000,00 | 2 942 500,00 | 3 290 000,00 | 1 610 000,00 |

VII – BUDGETS ANNEXES

- BUDGET COMMERCES DU CENTRE-VILLE

La commune demeure à présent propriétaire d'un seul commerce et celui-ci est actuellement vacant (225 m²), cependant une ouverture est prévue mais elle reste conditionnée à l'évolution de la situation sanitaire.

Aucuns travaux ne sont prévus être portés au budget.

- LOTISSEMENTS

Deux parcelles seront mises en vente au lotissement de la Fuye.

La viabilisation du lotissement Ardennes II sera réalisée.

- MAISON DE SANTÉ

L'arrivée d'un médecin permet de pourvoir au dernier loyer et de remplir l'annuité.

Pour mémoire, annuité : 100 960 €

- loyers annuels au 31 décembre 2020 : 82 500€

- REQUALIFICATION DU CENTRE-VILLE

Les travaux de viabilisation des tranches 1 et 2 sont achevés.

Aucuns travaux en rapport avec la tranche 3 ne sont prévus sur exercice 2021.

Effectifs en équivalent temps plein de 2013 au 1^{er} janvier 2021

| Effectifs pourvus/filières | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|----------------------------------|------------|-----------|------------|------------|-----------|--------------|--------------|--------------|
| Emplois fonctionnels | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Filière administrative | 12 | 12 | 12 | 14 | 16 | 15,57 | 15,57 | 15,57 |
| Filière technique | 40 | 34 | 33 | 36 | 36 | 36,75 | 37,75 | 37,52 |
| Filière sociale | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 | 6,75 | 6,75 | 6,75 |
| Filière sportive | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Filière culturelle | 9 | 9 | 10 | 10 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Filière animation | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 | 7,82 | 8 | 8 |
| Police municipale | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Total titulaires | 77 | 70 | 70 | 75 | 69 | 71,89 | 73,07 | 72,84 |
| non-titulaires | 23 | 25 | 30 | 27 | 22 | 15 (30/06) | 9 | 19 |
| dont apprentis et contrats aidés | 2 | 6 | 6 | 4 | 4 | 3 | 4 | 4 |
| Total effectifs en ETP | 100 | 95 | 100 | 102 | 91 | 89,89 | 86,07 | 95,84 |